



ACA

AFRICAN
CASHew
ALLIANCE



A DECADE OF TRANSFORMATION

ACA World Cashew Festival & Expo 2016



Bissau, Guinea-Bissau

September 19-22, 2016

From Tree to Trade : Improving Cashew Quality, Quantity,
and Investment Promotion – Invest in African Cashew



Benoît DANDJINOÛ – 20 Septembre 2016



Le tiercé gagnant

Sur la période 2016-2020, les trois secteurs jugés les plus prometteurs en Afrique d'après une étude menée et publiée le 29 Août 2016 par le Cabinet Havas Horizons et l'Institut Choiseul auprès de 55 investisseurs étrangers, sont :

- ❑ Les énergies, (1^{er} avec 38 % comme secteur prometteur alors qu'elle était 4^{ième} en 2015 car les investisseurs croient en la capacité du continent à devenir une référence mondiale pour les énergies renouvelables, activité d'ores et déjà privilégiée dans leurs investissements. Ce secteur, jadis considéré comme risqué semble offrir aujourd'hui un potentiel de retour sur investissement très significatif (Nigéria, RCI, Kenya, Maroc et Afrique du Sud) .
- ❑ Les services financiers(2^{ième} avec 18% alors qu'il était 1^{er} en 2015 , attractifs et qui, se développent très rapidement grâce notamment aux principales places financières africaines parmi lesquelles on peut citer Johannesburg, Lagos, Casablanca ou le Caire).
- ❑ Les transports (3^{ième} avec 11%. Ce secteur, intimement lié au développement des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires.

Mais après la crise alimentaire de 2008 , tout le monde s'accorde à dire que investir dans l'agriculture est un moyen efficace de lutte contre la pauvreté, mais aussi d'amélioration de la sécurité alimentaire des populations.



Les problèmes de tous les jours

- La difficulté d'accéder au crédit du fait de demandes de garanties trop élevées, parfois en devises, de taux d'intérêt très hauts pouvant dépasser 20 %, de prêts ne répondant pas aux besoins (équipement, crédits de campagne, etc.) ;
- Les procédures rigides et parfois inadaptées des bailleurs de fonds ;
- Le manque de promotion et le manque de reconnaissance des produits africains ;
- La difficulté d'accéder à un foncier sécurisé ;
- La difficulté pour certains transformateurs ou industriels à trouver une matière première correspondant à leurs besoins et qui est parfois exportée au lieu d'être valorisée localement ;
- La concurrence souvent très sévère des produits importés ;
- La dépendance aux cours internationaux pour les produits exportés ;
- La forte augmentation du prix des intrants ;
- L'absence d'assurance pour les exploitations agricoles ;
- La difficulté à respecter les normes internationales et le coût élevé de mise à niveau ;
- La faiblesse des infrastructures de communication, d'information, de conservation, etc. ;
- Le changement climatique qui devient une contrainte à prendre en compte dans les pratiques culturales.



Les problèmes de tous les jours

- ❑ Les besoins considérables de financement pour les infrastructures, comme les pistes rurales par exemple, qui relèvent en principe d'une mission de service public mais le coût annuel supporté par le privé est particulièrement élevé, même s'il existe certains appuis des bailleurs de fonds ;
- ❑ La difficulté de faire financer les services à l'agriculture par les opérateurs eux-mêmes et le manque d'organisation de certaines filières qui ne permet pas d'avoir des interlocuteurs crédibles
- ❑ La difficulté à mobiliser les fonds de l'État ou provenant des bailleurs de fonds pour financer certains services à l'agriculture ;
- ❑ Les difficultés d'accès aux financements innovants et les logiques de financement très différentes suivant les bailleurs de fonds ;
- ❑ La hausse du prix des intrants et des coûts de transport.



A quelles conditions tenteront nous d'investir dans l'agriculture en Afrique?

- Une mise en place au sein d'un pays, d'une région ou d'une filière de fonds d'assurance ou de garantie permettant de couvrir les risques auxquels est confronté le secteur agricole
- Une définition et une mise en œuvre des politiques agricoles et alimentaires globales, et non pas seulement par filière, basées sur le marché, intégrant les mondes ruraux et urbains (la création de revenus d'exploitation suffisants pour que les paysans puissent vivre de leur travail).
- Une vision de rentabilité pour tous les acteurs et à tous les niveaux : des paysans concernant la production en zone rurale, aux commerçants concernant la commercialisation en ville.
- Un ajustement des taux d'intérêt afin d'assurer la rentabilité à tous les niveaux, y compris via un mécanisme de subventionnement du crédit.
- Une élaboration des politiques alimentaires ou agricoles au niveau régional/national par une approche des marchés entre monde urbain et monde rural qu'on ne peut plus séparer.
- Une nécessité d'une réglementation bancaire transparente assurée par l'Etat
- Une adaptation des politiques agricoles aux différents tailles d'exploitations ou d'entreprises agricoles et agroalimentaires (des petites entreprises et exploitations jusqu'aux exploitations à plus grande échelle).
- Une utilisation rationnelle , adaptée et améliorée des outils et instruments de la famille de capital investissements pour couvrir une partie du risque que le secteur bancaire refuse de couvrir



A quelles conditions tenteront nous d'investir dans l'agriculture en Afrique?

- Une priorisation des investissements à l'échelle locale mais surtout régionale sera nécessaire en ce qui concerne les infrastructures hydro agricoles et les pistes rurales,
- Une définition des moyens de financement les plus adaptés et adéquats à chaque type de projets sélectionnés au niveau régional ou continental;
- Une première sélection de projets prioritaires à impacts rapides déjà prêts au niveau régional , voire continental peuvent servir de base à cette priorisation.
- Une amélioration et augmentation des rendements tout en préservant le potentiel de production des terres agricoles et en limitant la déforestation en produisant des intrants spécifiques
- Un partage des risques et bénéfices entre l'État, les opérateurs privés et les bailleurs de fonds,
- L'existence de politiques publiques robustes et cohérentes en particulier agricoles, d'aménagement du territoire et de gestion de l'eau,,
- Une expertise avérée au niveau des banques dans l'évaluation des risques dans le domaine agricole
- Une diversification claire des approches crédits (directs aux exploitants et entreprises – via des organisations de producteurs réels – de campagne, bail, d'investissements)



Pourquoi laisser les trois secteurs prometteurs et investir dans le cajou?

Mais investir où ?

Dans la PRODUCTION?

Pour une diversification de l'offre et commencer à investir dans la production africaine car la domination du marché par l'Inde, le Viet Nam et le Brésil a commencé par inquiéter sérieusement les investisseurs.

- Main d'œuvre
- Qualité et rendement
- Respect des clauses contractuelles
- Organisations opportunistes pour capter des subventions dans le cadre de projets de développement



Pourquoi laisser les trois secteurs prometteurs et investir dans le cajou?

La COMMERCIALISATION DES NOIX

Selon une étude commandée par le gouvernement, la Côte d'Ivoire pourrait gagner jusqu'à 127 millions de dollars en recettes d'exportation si elle doublait à l'horizon 2020 son volume d'exportation actuelle : environ 500 000 tonnes brutes. Les bénéfices pourraient même être plus importants et stimuler une véritable industrie de la noix de cajou capable de rivaliser sur les marchés internationaux avec l'Inde et d'autres pays producteurs tel que le Vietnam

Sujet à controverse certes au Ghana. Mais la nouvelle donne mondiale de l'exportation de la noix de cajou favorise cette mesure gouvernementale de ne plus interdire l'exportation des noix brutes . L'Inde et les Etats-Unis se confirment comme des consommateurs mondiaux de noix de cajou.

- Les prix d'achat aux producteurs
- Les nombreux intermédiaires (collecteurs de bases ou pisteurs qui connaissent parfaitement les producteurs de noix)
- Capacité limitée de négociation
- Leadership de l'interprofession
- Infrastructures d'évacuation et de stockage des noix



Pourquoi laisser les trois secteurs prometteurs et investir dans le cajou?

Dans la TRANSFORMATION

- ❖ Seuls 10% de la production africaine est transformée sur place.
- ❖ Selon une étude réalisée par le CCA, chaque 100 000 tonnes de capacité de transformation développée par la Côte d'Ivoire permettra de créer 12 300 emplois en usine et 10 000 autres ailleurs dans le secteur.
- ❖ Transformation locale d'un tiers de la production pourrait, selon la Banque mondiale, générer plus de 40 000 nouveaux emplois.

Le gouvernement fixe le cap de la transformation locale de 100% d'ici 2020. Il en fait sa priorité. Déjà, il compte réaliser 35 % de transformation en 2016.

- ❑ Sita, qui transforme 1 500 t par an,
- ❑ OLAM (2^{ième} unité à Bouaké en février 2012, dispose d'une capacité de 40 000 t).
- ❑ SIFCA, RAJKUMAR IMPEX ,AGA KHAN..
- ❑ Unité expérimentale de 5 000 tonnes à Yamoussoukro avec Viet Mold Machine.
- ❑ Usine de bioplastique avec pour utilisant le jus de pomme de cajou, comme matière première avec à la clé une production de 420 000 t par an.
- ❑ Les Israéliens du groupe agro-industriel MITRELLI (construction de douze usines de transformation d'une capacité chacune de 5 000 à 15 000 tonnes par an).



Pourquoi laisser les trois secteurs prometteurs et investir dans le cajou?

- ❑ FLUDOR BENIN SA vient d'investir Sept Milliards de FCFA dans une usine Opérationnelle certes mécanisée mais qui nécessite toutefois une forte proportion de main d'œuvre . Actuellement, environ 450 femmes encadrées par neuf superviseurs y travaillent.
- En **2017**, pour atteindre sa pleine capacité de production, elle installera **une seconde ligne de décorticage** et **recrutera encore près de 800 personnes**, principalement du personnel féminin, réputé pour sa dextérité., ce qui **portera l'effectif à près de 1.200 personnes.**

Cela permettra alors une production de 60 tonnes/jour, soit environ 18.000 tonnes par an, comparé à un peu plus de 100.000 tonnes de cajou pour la production nationale.

Mais toute médaille a son revers, il y a environ un an :

- La seule usine de transformation de la noix de cajou au Ghana encore en activité, USIBRAS Ghana, était menacée;
- L'usine ne tournait qu'à 20% de sa capacité (35 000 tonnes) car elle manquait de matière première, l'essentiel des noix étant exportées brutes.
- D'où la mise en difficulté des industries de transformation au Ghana. Usibras agonise, celle à Techiman de l'indien Rajkumar Impex ne tourne plus comme celle du néerlandais Mim Cashew ; sur 12 entreprises, 11 étaient déjà fermées en août 2015.



Pourquoi laisser les trois secteurs prometteurs et investir dans le cajou?

- ❑ Pourtant au total, la capacité industrielle installée est environ de 66 000 tonnes.
- ❑ Et si l'on considère que 150 000 tonnes de noix brutes environ sont exportées du port de Tema, des noix du Ghana mais aussi de l'hinterland, le pays pourrait largement approvisionner ses usines et continuer à exporter quelque 100 000 t de noix brutes.
- ❑ Le Ghana avait donc interdit l'exportation de noix brutes en mars 2016 mais est rapidement revenu sur sa décision ;
- ❑ Les pressions pour annuler la mesure avaient été très fortes, notamment de la part des exportateurs car les ports ghanéens seraient les moins chers de la région et les marges réalisées sur les exportations conséquentes, mais aussi des producteurs qui ne veulent pas se trouver à la merci des industriels .



Pourquoi laisser les trois secteurs prometteurs et investir dans le cajou?

- ❑ Un prix de la matière première qui a plus que doublé, les transformateurs artisanaux comme industriels de noix de cajou ont dans leur quasi-totalité fermé leurs usines.
- ❑ Dans tous les pays, de nombreux investisseurs nationaux et étrangers ont construits des usines petites, moyennes ou grosses et les quantités de matière première transformées localement ont été multipliées par 4 entre 2011 et 2014.
- ❑ La compétitivité de ce secteur demeure précaire. Le principal avantage comparatif pour les transformateurs de la sous-région est le coût de la matière première moins élevé qu'en Asie.
- ❑ Le déficit de compétitivité sur l'amortissement des équipements,
- ❑ La productivité et le coût de la main d'œuvre,
- ❑ La valorisation des sous-produits
- ❑ Les frais financiers qui sont beaucoup plus élevés qu'en Asie.
- ❑ L'approvisionnement (migration des noix et les risques liés à cela)



Conclusion

- ❑ La croissance de la demande en noix de cajou et la dévaluation de certaines monnaies d'Afrique de l'Ouest devraient continuer.
- ❑ Certains transformateurs pensent d'ores et déjà à revendre leurs installations et abandonner leurs activités si les pouvoirs publics ne réagissent pas.
- ❑ Sans nuire aux intérêts des producteurs, il est possible de protéger le développement de l'industrie d'anacarde en Afrique de l'Ouest qui a déjà créé des milliers d'emplois et pourraient en créer des dizaines de milliers supplémentaires.
- ❑ La problématique est avant tout politique. Aujourd'hui, les gouvernements et leurs partenaires techniques et financiers se félicitent d'une croissance de la production et de prix élevés, qui sont les conséquences d'une évolution structurelle du marché mondial, et tardent à réaliser que l'action politique dans la filière anacarde ne doit pas se concentrer sur l'appui à la production (qui est dynamique sans incitation) mais sur l'appui à la transformation qui est un secteur extrêmement stratégique pour la sous-région et dont le développement bénéficierait fortement aux producteurs et à l'ensemble de la filière.